



**Convention internationale
sur l'élimination
de toutes les formes
de discrimination raciale**

Distr.
GÉNÉRALE

CERD/SP/61
2 décembre 1999

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS/ESPAGNOL/
FRANÇAIS

RÉUNION DES ÉTATS PARTIES
Dix-huitième réunion
New York, 18 janvier 2000

ÉLECTION DE NEUF MEMBRES DU COMITÉ POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION
RACIALE DEVANT REMPLACER LES MEMBRES DONT LE MANDAT EXPIRE
LE 19 JANVIER 2000, CONFORMÉMENT AUX DISPOSITIONS
DE L'ARTICLE 8 DE LA CONVENTION

Note du Secrétaire général

1. Conformément au paragraphe 4 de l'article 8 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, le Secrétaire général convoquera la dix-huitième réunion des États parties au Siège de l'Organisation des Nations Unies, le 18 janvier 2000, en vue d'élire neuf membres du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale devant remplacer ceux dont le mandat expire le 19 janvier 2000 (voir annexe I). Les noms des neuf autres membres qui restent en fonctions jusqu'au 19 janvier 2002 sont indiqués à l'annexe II.

2. Conformément au paragraphe 3 de l'article 8 de la Convention, le Secrétaire général, dans une note verbale datée du 15 septembre 1999, a invité les États parties à présenter dans un délai de deux mois des candidatures pour l'élection de neuf membres du Comité. On trouvera ci-après dans l'ordre alphabétique, les noms des personnes désignées, avec l'indication des États parties à la Convention qui ont présenté leur candidature :

M. Levan ALEXIDSE (Géorgie)	
M. Marc BOSSUYT	(Belgique)
M. Ion DIACONU	(Roumanie)
M. Hassan Abdalla EL HUSSEIN	(Soudan)
M. François Lonsény FALL	(Guinée)
Mme Patricia Nozipho JANUARY-BARDILL	(Afrique du Sud)
M. Ashot MELIK-SHAHNAZARIAN	(Arménie)
M. Raghavan Vasudevan PILLAI	(Inde)

M. Yuri RESHETOV	(Fédération de Russie)
M. Manuel de Jesús SALAZAR TETZAGÜIC	(Guatemala)
M. Luis VALENCIA RODRIGUEZ	(Équateur)
M. Mario Jorge YUTZIS	(Argentine)
Mme ZOU Deci	(Chine)

3. Les renseignements biographiques relatifs aux candidats, qui ont été fournis par les États parties, se trouvent à l'annexe III.

ANNEXE I

Liste des neuf membres du Comité dont le mandat expire
le 19 janvier 2000

M. Theodoor van BOVEN	(Pays-Bas)
M. Ion DIACONU	(Roumanie)
M. Eduardo FERRERRO COSTA	(Pérou)
M. Ivan GARVALOV	(Bulgarie)
M. Yuri A. RESHETOV	(Fédération de Russie)
Mme Shanti SADIQ ALI	(Inde)
M. Luis VALENCIA RODRIGUEZ	(Équateur)
M. Mario Jorge YUTZIS	(Argentine)
Mme ZOU Deci	(Chine)

ANNEXE II

Liste des neuf membres du Comité dont le mandat expire
le 19 janvier 2002

M. Mahmoud ABOUL-NASR	(Égypte)
M. Michael Parker BANTON	(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
M. Régis DE GOUTTES	(France)
M. Carlos LECHUGA HEVIA	(Cuba)
Mme Gay Mc DOUGALL	(États-Unis d'Amérique)
M. Peter NOBEL	(Suède)
M. Agha SHAHI	(Pakistan)
M. Michael E. SHERIFIS	(Chypre)
M. Rüdiger WOLFRUM *	(Allemagne)

*Le 9 septembre 1999, M. Wolfrum a présenté sa démission. Au moment où le présent document a été rédigé, l'Allemagne n'avait pas encore désigné un autre expert choisi parmi ses ressortissants qui achèvera le terme du mandat de M. Wolfrum, conformément à l'article 13 du règlement intérieur du Comité.

ANNEXE III

RENSEIGNEMENTS BIOGRAPHIQUES CONCERNANT LES CANDIDATS

Levan ALEXIDZE (Géorgie)

- Date et lieu de naissance :** 5 août 1926, Tbilissi (Géorgie)
- Langues de travail :** Russe, anglais, français
- Fonctions actuelles :** Titulaire de la chaire de droit international à l'Université d'État de Tbilissi
- Conseiller principal auprès du Président géorgien
- Activités professionnelles :** Professeur de droit international à la faculté de droit de l'Université d'État de Tbilissi, 1950-1970 et depuis 1977; Vice-Recteur de l'Université d'État de Tbilissi, 1985-1993; membre du Parlement géorgien, 1991-1992; Chef de l'Unité de droit international et des droits de l'homme du Comité d'État chargé de rédiger la nouvelle constitution géorgienne; responsable de la Commission d'enquête sur la politique de nettoyage ethnique/génocide en Abkhazie (Géorgie)
- Diplômes universitaires :** Licence en droit, faculté de droit de l'Université d'État de Tbilissi, 1946
- Docteur en sciences juridiques, professeur membre de l'Académie géorgienne des sciences
- Autres activités liées au mandat du Comité :** Fonctionnaire supérieur, Division des droits de l'homme, Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, 1970-1977
- Secrétaire, Sous-Commission des Nations Unies de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, 1970-1975
- Membre de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance depuis 1999
- Publications récentes :** Manuel de droit international, dont un grand chapitre est consacré au droit international des droits de l'homme et, entre autres, aux activités menées par l'Organisation des Nations Unies pour lutter contre le racisme - 1994, 1997, 1998, Tbilissi
- Faits liés à la politique de nettoyage ethnique en Abkhazie (Géorgie), 1999, New York, Moscou.

Marc BOSSUYT (Belgique)

FORMATION

Docteur en droit de l'Université de Gand (1968)

Certificate of International Relations, Bologna Center of the School of Advanced International Studies of the Johns Hopkins University (1969)

Boursier de la Confédération helvétique (1969-70)

Aspirant du Fonds national belge de recherche scientifique (1970-73)

Diplôme de droit international et de droit comparé des droits de l'homme, Institut international des droits de l'homme, Strasbourg (1972)

Certificat d'études supérieures en sciences politiques (études internationales), Institut universitaire de hautes études internationales, Genève (1973)

Docteur en sciences politiques de l'Université de Genève (Institut Universitaire de hautes études internationales) (1975) (thèse sur "L'interdiction de la discrimination dans le droit international des droits de l'homme", Bruxelles, Bruylant, 1976, 262 pages)

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

A. Dans le système des droits de l'homme des Nations Unies

Fonctionnaire des droits de l'homme - Division des droits de l'homme de l'ONU à Genève (1975-77)

Membre (1981-85; 1992-99), Rapporteur (1992; 1997) et Vice-Président (1983; 1999) de la Sous-Commission de l'ONU de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (depuis 1999 : de la promotion et de la protection des droits de l'homme)

Membre (1982-84) et Président-Rapporteur (1985) du Groupe de travail de la Sous-Commission sur les communications

Membre (1996-97) du Groupe de travail de la Sous-Commission sur les "Formes contemporaines d'esclavage"

Rapporteur spécial de la Sous-Commission pour les études sur a) un deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques visant à abolir la peine capitale (1985-88) adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1989 et b) la notion d'action positive (1999-)

Représentant de la Belgique à la Commission des droits de l'homme de l'ONU (1986-91)

Vice-Président (1986) et Président (1989) de la Commission des droits de l'homme de l'ONU

Membre (1987) et Président-Rapporteur (1988) du Groupe de travail de la Commission sur les situations en matière de droits de l'homme.

B. Dans le cadre des institutions belges et européennes

Conseiller spécial du Commissaire de la Commission européenne pour les relations internationales (1985-86)

Commissaire général belge aux réfugiés et aux apatrides (1987-97)

Juge à la Cour d'arbitrage (Cour constitutionnelle belge ayant une compétence exclusive d'annulation d'actes législatifs contraires au principe de non-discrimination) (1997-)

C. Dans le monde académique

Professeur de droit international public et d'organisations internationales à l'Université d'Anvers (1977-) et à l'École des administrateurs militaires à Bruxelles (1984-1993)

Professeur-visiteur à la "Summer Session of Santa Clara University Law School" (Californie), à Strasbourg (1979 et 1981-83), Genève (1984 et 1986-87) à la faculté de droit de l'Université du Burundi à Bujumbura (1980-83 et 1985) et à la faculté de droit de l'Université nationale du Rwanda à Butare (1981 et mars et décembre 1984)

Coordinateur d'un projet belge d'assistance à la faculté de droit de l'Université du Burundi (1980-87; 2000-)

Vice-Président du Centre interuniversitaire flamand des droits de l'homme (ICM) (1992-)

D. Divers

Membre (1973-) et Vice-Président (1990-) du Comité exécutif de l'Institut international des droits de l'homme à Strasbourg

Secrétaire général de la "Société belge de droit international" (1978-90)

Président de "l'International Peace Information Service" (1981-)

Directeur adjoint de la "Revue belge de droit international" (1990-)

Vice-Président du Centre interuniversitaire (flamand) pour les droits de l'homme (1992-)

Membre du Conseil scientifique de l'Institut international des relations internationales (Bruxelles) (1998-)

Vice-Président de l'Association flamande pour l'ONU (1982-88)

Missions de droits de l'homme au Suriname (1983) pour la Commission internationale de juristes en Mauritanie (1984), pour la Sous-Commission des Nations Unies en Slovaquie et en Hongrie (1993), pour le Haut-Commissaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), pour les minorités nationales

Visites officielles (1990) à Amman et à Islamabad et aux camps de réfugiés à Peshawar.

Auteur de ca. 100 articles scientifiques et du "Guide to the 'travaux préparatoires' of the International Covenant on Civil and Political Rights", Dordrecht, Nijhoff, 1987, 888 pages

Ion DIACONU (Roumanie)

Date de naissance : 23 octobre 1938

Études : Faculté de droit, Université de Bucarest
(Roumanie), 1960

Doctorat en droit international de l'Université de
Genève (Suisse), 1971

Activités professionnelles :

1960–1965	Ministre des affaires étrangères, Département des affaires juridiques
1965–1968	Études de doctorat à l'Université de Genève
1968–1979	Ministère des affaires étrangères, Département des affaires juridiques, Département pour la sécurité et la coopération en Europe
1979–1980	Conseiller à l'Ambassade de Roumanie à Bruxelles
1981–1986	Conseiller et Ministre-conseiller à la Mission permanente de la Roumanie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York
1986–1990	Directeur adjoint du Département des organisations internationales et des affaires juridiques, Ministère des affaires étrangères
1990–1993	Directeur et Directeur général du Département des affaires juridiques et consulaires du Ministère des affaires étrangères
1993–1997	Ambassadeur de la Roumanie au Danemark, Copenhague
1994–1997	Ambassadeur en Islande (non-résident)
1997	Ambassadeur de la Roumanie en Fédération de Russie
1991–1998	Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités
1992–1999	Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

Activités scientifiques :

- Les normes impératives en droit international (*Jus Cogens*), 1971 (en français) et 1977 (en roumain)

- Le droit international public (en roumain), 1993; deuxième édition, 1995
- Les droits de l'homme (en roumain), 1993
- Minorités : statut et perspectives (en roumain), 1996
- Minorités : identité, égalité (en roumain), 1998
- Les réserves à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, 1998 (étude pour la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, 2001)
- Définition de la discrimination raciale, 1999 (étude pour la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, 2001)
- Les minorités - à l'aube du XXIe siècle (en roumain), publication prochaine
- Études et articles sur différents sujets du droit international parus dans diverses revues et publications, roumaines et étrangères
- Professeur de droit international, École nationale d'administration publique et universités privées, Bucarest, 1990-1993

Hassan Abdalla EL HUSSEIN (Soudan)

Date et lieu de naissance : 1er janvier 1944, Dontai (Soudan)

Langues de travail : Arabe et anglais

Fonctions actuelles : Avocat et commissaire aux serments au Soudan, engagé dans toutes les activités professionnelles et autres présentées ci-après en plus du travail quotidien pour le Conseil consultatif pour les droits de l'homme (Soudan).

Principaux domaines d'activité professionnelle :

- Droit de la famille (droit islamique, chrétien et traditionnel)
- Droit des affaires - droit pénal, notamment les sujets liés aux droits de l'homme et aux activités politiques énoncés dans les déclarations et traités internationaux et conformes aux normes internationales
- Litiges de caractère racial et tribal survenant dans certaines régions du Soudan
- Les organisations non gouvernementales, lois et règlements
- Vingt-cinq années d'expérience dans les domaines précités.

Formation :

- Études autochtones traditionnelles (*kalwa*)
- École élémentaire
- École secondaire
- Faculté de droit de l'Université de Khartoum (licence en droit)
- Cours, ateliers et séminaires sur le droit de la famille, la propriété intellectuelle, les droits de l'homme et l'administration locale.

Autres activités liées au mandat du Comité :

- Membre de l'exécutif de l'Organisation soudanaise des droits de l'homme

- Secrétaire général adjoint de l'Association soudanaise des juristes
- Membre du Conseil permanent de l'Union des juristes arabes
- Membre du Comité directeur du Groupe des juristes africains de l'Association internationale du barreau
- Membre du Comité des droits de l'homme de l'Association internationale du barreau (Londres)
- Membre de l'Organisation soudanaise pour les détenus
- Membre de ASHAD (Soudan), ONG canadienne
- Travail bénévole pour l'Entraide universitaire mondiale (EUM)
- Représentant des étudiants soudanais au Secrétariat de coordination des syndicats nationaux d'étudiants à Leiden (Pays-Bas) et à l'Union internationale des étudiants à Prague
- Membre du Conseil consultatif pour les droits de l'homme au Soudan.

Publications récentes :

- Article sur "Les droits de l'homme au Soudan dans le contexte des nouvelles lois et de la guerre", présenté à la réunion du Comité des droits de l'homme tenue à Melbourne (Australie) en 1995
- Article sur le droit de la famille et les droits des femmes au Soudan, présenté à la réunion du Comité sur le droit de la famille tenue à New Delhi en 1997
- Article sur "Les effets des sanctions internationales sur les droits de l'homme" présenté au Séminaire de l'Institut des droits de l'homme tenu à Berlin en 1996
- Travail de recherche sur "L'évaluation du droit des droits de l'homme dans le contexte du droit international" (en arabe), présenté à l'occasion de la célébration du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

François LONSÉNY FALL (Guinée)

Date et lieu de naissance : 21 avril 1949, Dabola (Guinée)

Langues de travail : Français, anglais

Fonction actuelle : Ambassadeur - Directeur des affaires juridiques et consulaires au Ministère des affaires étrangères

Expérience professionnelle :

1995-1996 Directeur adjoint des affaires juridiques et consulaires

1993-1994 Membre de la Commission d'identification de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO)

1992-1993 Chef de la Division consulaire au Ministère des affaires étrangères

1990-1993 Premier Conseiller à la Mission permanente de Guinée auprès des Nations Unies à New York

1989-1990 Premier Conseiller à l'Ambassade de Guinée en France

1985-1989 Conseiller à l'Ambassade de Guinée au Nigéria

1982-1985 Conseiller à l'Ambassade de Guinée en Égypte

1980-1982 Chef de la Division Asie-Moyen-Orient au Ministère des affaires étrangères

1977-1979 Chef de la Division de la coopération au Ministère du plan et de la coopération

1976-1979 Chargé de cours de droit public à l'Université de Conakry

Études et diplômes obtenus :

1982 Stage de spécialisation à l'Institut des relations internationales de Florence (Italie)

1971-1976 Université de Conakry : Diplôme d'études supérieures en droit (D.E.S.)

1999 Participation au 15ème cours de l'Institut international de droit humanitaire à San Remo (Italie) sur le droit des réfugiés

Participation à de nombreuses conférences internationales :

Membre de la délégation guinéenne aux quarante-sixième, quarante-septième, quarante-neuvième et cinquante et unième sessions de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU)

Membre de la délégation guinéenne à plusieurs sessions de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) (1980, 1981, 1992 et 1996)

Membre de la délégation guinéenne à plusieurs sessions de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) (1985, 1986, 1987, 1988 et 1989)

Chef de la délégation guinéenne à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, Kingston, session 1993

Membre de la Commission des droits de l'homme à Genève (1996, 1997 et 1998)

Chef de la délégation guinéenne à la Conférence diplomatique pour l'adoption de la Convention sur le retour international des biens culturels volés ou illicitement exportés, Rome, juin 1995

Chef de la délégation guinéenne à la Conférence diplomatique d'Oslo pour l'adoption de la Convention sur l'interdiction de l'utilisation, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et de leur destruction, septembre 1997

Membre de la délégation guinéenne à la Conférence de signature pour l'adoption de la Convention sur l'interdiction de l'utilisation, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et de leur destruction, Ottawa, décembre 1997

Chef de la délégation guinéenne à la première Réunion des États parties pour l'adoption de la Convention sur l'interdiction de l'utilisation, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et de leur destruction, Maputo, 3-7 mai 1999

Chef de la délégation guinéenne à la Conférence diplomatique des plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour pénale internationale, Rome, juin-juillet 1998

Chef de la délégation guinéenne à la première session de la Conférence préparatoire pour la Cour pénale internationale, New York

Chef de la délégation guinéenne à la deuxième session de la Conférence préparatoire pour la Cour pénale internationale, New York, 26 juillet - 13 août 1999

Membre de la délégation guinéenne au Conseil exécutif du Haut-Commissariat des Nations Unies aux réfugiés (HCR), Genève, octobre 1998-octobre 1999

Chef de la délégation guinéenne à la cinquante-cinquième session du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, Genève, août 1999

Autres activités :

Membre du Bureau national d'assistance aux réfugiés

Membre du Haut Conseil aux affaires électorales pour l'élection présidentielle en Guinée, octobre-décembre 1998.

Patricia Nozipho JANUARY-BARDILL (Afrique du Sud)

Date et lieu de naissance : 21 août 1950, Kimberley (Afrique du Sud)

Langues de travail : Anglais, setswana, afrikaans, sesotho, zoulou, xhosa

Fonction actuelle : Depuis avril 1997 : directrice et membre fondateur de MBM Change Agents, agence de consultants qui a pour vocation d'aider les organismes des secteurs privé, public et non gouvernemental à s'intégrer dans le processus de changement et de transformation en cours en Afrique du Sud. MBM vise particulièrement à améliorer les relations entre les sexes et entre les races sur le lieu de travail.

Activités professionnelles :

Avril 1996 - mars 1997 : Parlement sud-africain, Directeur principal et Chef du Bureau de la transformation et de la démocratisation

Avril 1993 - mars 1996 : Entraide universitaire mondiale (Afrique du Sud), Directrice

Juin 1990 - mars 1993 : Bardill and Associates (RU), Services de consultants et de formation, Directrice

Septembre 1988 - mai 1990 : London Lighthouse, Chef du Département des services communautaires dans un centre d'accueil de personnes séropositives et malades du SIDA

Juillet 1986 - juillet 1988 : Arrondissement londonien de Hammersmith et Fulham, responsable de la formation pour l'égalité des races

Juillet 1985 - juin 1986 : Administration de l'éducation de la ville de Londres (Londres), chargée de cours à l'Institut pour l'éducation des adultes de Southwark, Unité de perfectionnement linguistique

Janvier 1979 - juin 1982 : Université nationale du Lesotho, recherche

Janvier 1974 - décembre 1979 : Christ the King High School, Roma, Lesotho; professeur d'anglais

Participation à divers organismes et comités consultatifs :

- Institutions éducatives : - Conseil de l'Université du Cap, membre des sous-comités de la planification stratégique, de la transformation, de la sélection et du Baxter Theatre Centre
- Secteur privé : - Le journal *Independent*, Le Cap
- First Rand - Insurance
- Siphumelele Investments (l'un des 12 directeurs)
- Secteur non gouvernemental : - Projet de promotion de l'égalité des sexes
- Réseau de formation et d'éducation en faveur de l'égalité des sexes
- Membre du Conseil de l'Institut pour une alternative démocratique en Afrique du Sud
- ABANTU for Development (RU)
- Responsable - Black Economic Empowerment
- Secteur public : - Commission présidentielle de révision - Groupe de travail sur le développement des ressources humaines
- Agence nationale de développement - Comité consultatif du Fonds de développement indépendant; restructuration du Comité consultatif

Formation :

- 1969-1973 Licence d'anglais et de philosophie (mention Bien) et un certificat en sciences de l'éducation - Université de Botswana, Lesotho and Swaziland, Roma (Lesotho)
- 1983-1984 Maîtrise en linguistique appliquée, Université d'Essex, Royaume-Uni
- 1995 Diplôme en gestion des ressources humaines, Damelin Management School, Le Cap

Publications récentes :

Mesures prises par le Parlement sud-africain pour améliorer la qualité de la vie et le statut des femmes en Afrique du Sud : rapport présenté au Parlement en collaboration avec Pethu Serot et al.

Les paramètres du développement des ressources humaines dans l'administration locale. Foundation for Contemporary Research, école d'été, Le Cap, 1997

Rapport sur l'étude relative aux ressources humaines : Commission présidentielle de révision. Écrit en collaboration avec Sam Mphuthi et al.

Rapport sur le développement humain concernant le VIH/sida en Afrique du Sud. Vivian Taylor (éditeur), PNUD, 1998

Les races, les classes et les sexes en Afrique du Sud dans la période post-apartheid. Conférence présentée à la Simmons Graduate School of Management - Centre for Gender in Organizations (US), 1999

Ashot MELIK-SHAHNAZARIAN (Arménie)

Date et lieu de naissance : 20 octobre 1931, Géorgie

Langues de travail : Russe, français, espagnol et anglais

Fonction actuelle : Ambassadeur extraordinaire (chargé des droits de l'homme et des questions annexes), Ministère des affaires étrangères (République d'Arménie)

Activités professionnelles :

1998 Ambassadeur extraordinaire

1995–1998 Chef du Département des organisations internationales au Ministère des affaires étrangères

1994–1995 Ambassadeur, Représentant permanent de l'Arménie auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève

1992–1994 Conseiller spécial du Ministre des affaires étrangères

1989–1992 Chargé d'affaires, Ministère plénipotentiaire à l'ambassade d'URSS au Mali

1987–1989 Premier conseiller du Département d'analyse et de planification du Ministère des affaires étrangères de l'URSS

Formation :

1950–1956 Institut d'État des relations internationales, Moscou, diplôme en droit international

1969–1971 Haute école diplomatique, Moscou, diplôme en relations internationales et administration

1981–1982 Académie diplomatique (Moscou), certificat, cours de formation pour les diplomates de haut rang, administration

Autres activités au mandat du Comité :

1997–1998 Réunions du groupe directeur de la Conférence régionale sur la CEI (chef de la délégation arménienne)

1997 Comité des droits économiques, sociaux et culturels (rapport)

- 1997 Comité pour l'élimination de la discrimination raciale
(rapport)
- 1994-1995 Sous-Commission de la lutte contre les mesures
discriminatoires et de la protection des minorités, Genève
(chef de la délégation arménienne)
- 1995-1996 Commission des droits de l'homme, Genève (chef de la
délégation arménienne)

Publications récentes :

Divers articles parus dans la presse :

"Quand sera-t-il interdit de violer les droits de l'homme", *Golos Armeniyi*.

"Le génocide : le droit fondamental de l'homme - le droit à la vie",
Respublica Armenia.

"La reconnaissance du génocide est inévitable", *Novoe Vremia*.

Raghavan Vasudevan PILLAI (Inde)

Date et lieu de naissance : 30 juin 1938, Kerala (Inde)

Langues parlées : Anglais, malaylam, hindi et assamese

Fonctions actuelles :

Consultant principal - Forum Asie-Pacifique des institutions nationales des droits de l'homme, association d'institutions de droits de l'homme s'occupant de questions d'ordre constitutionnel ou législatif, en vertu des "Principes de Paris". L'exercice de cette fonction de consultant principal inclut entre autres :

Établir des contacts avec les gouvernements de la région Asie-Pacifique qui sont en train de mettre en place des institutions de droits de l'homme;

Faciliter l'échange d'information et d'expérience entre les membres du Forum afin de renforcer leur capacité mutuelle.

Membre du Comité exécutif de la Commonwealth Human Rights Initiative (CHRI), organisation non gouvernementale internationale indépendante.

Activités professionnelles :

Fonctionnaire pendant 36 ans dans l'administration indienne. Chargé de diverses questions ayant trait à la marginalisation socioéconomique des communautés les plus démunies.

Secrétaire général de la Commission nationale des droits de l'homme de 1993 à 1998. Ayant été le premier Secrétaire général, M. Pillai a eu la responsabilité de mettre sur pied le secrétariat de la Commission.

Représentant de la Commission à un certain nombre de conférences, ateliers ou séminaires internationaux sur des questions liées aux droits de l'homme.

Contribution aux travaux de la Commission en tant que Président en exercice du Comité international de coordination des institutions nationales des droits de l'homme, tâche qui exige de très nombreux contacts au plan international.

Actuellement consultant principal auprès du Forum Asie-Pacifique des institutions nationales des droits de l'homme et membre du Comité exécutif de la Commonwealth Human Rights Initiative (CHRI).

Formation :

Maîtrise de sciences de l'Université de Kerala.

Diplôme d'études universitaires supérieures en études urbaines,
University College, Londres.

Autres activités liées au mandat du Comité :

Au cours de sa carrière de fonctionnaire, M. Pillai s'est occupé de diverses questions liées à la stratification sociale et à la marginalisation socioéconomique des communautés; il a pris une part active à la mise en oeuvre des politiques et programmes conçus pour assurer la promotion de ces communautés et leur garantir une juste place dans la société.

Publications récentes :

M. Pillai a écrit un grand nombre d'articles sur des sujets touchant divers aspects des droits de l'homme qui ont été publiés dans différents livres et revues; parmi les articles récemment publiés, il y a lieu de citer :

Les questions de développement en relation avec les droits de l'homme :
le cas des communautés socialement défavorisées en Inde.

Le travail des enfants en Inde.

Abolition de l'ébouage manuel, forme avilissante de travail manuel.

Le rôle de la compilation des instruments internationaux dans
l'enseignement des droits de l'homme.

La Commission des droits de l'homme et la société civile.

Rapport sur le relogement et la réinsertion des personnes touchées par
les mégaprojets réalisés en Inde - le cas des personnes expulsées du
secteur près du barrage de Bargi sur le fleuve Narmada.

Yuri RESHETOV (Fédération de Russie)

Date et lieu de naissance : 1935, Gorki

Langues parlées : Anglais, français, espagnol, allemand, suédois, danois, islandais

Études supérieures :

1953-1959 Institut des relations internationales, Moscou
1969-1971 Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

Expérience professionnelle :

1959-1975 Ministère des affaires étrangères de l'URSS; Département des traités et du droit et Département des pays scandinaves; a été membre de délégations à l'Assemblée générale des Nations Unies et à la Commission des droits de l'homme; a participé à l'élaboration de plusieurs instruments internationaux dont l'Acte final d'Helsinki de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe; a occupé des fonctions dans les ambassades de l'URSS en Islande et au Danemark
1975-1980 Chef de la Section de la lutte contre la discrimination et de la protection des minorités de la Division des droits de l'homme, Office des Nations Unies à Genève; secrétaire de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités
1980-1986 Chercheur à l'Institut de l'État et du droit de l'Académie des sciences de l'URSS
1986-1992 Ministère des affaires étrangères de l'URSS; Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie
1989-1992 Directeur du Département de la coopération internationale humanitaire et des droits de l'homme du Ministère des affaires étrangères
1990 Chef de la délégation de l'URSS à la Réunion de Copenhague de la Conférence sur la dimension humaine de la CSCE et à la quarante-septième session de la Commission des droits de l'homme; membre de la

délégation à la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies et au Conseil économique et social

- 1992-1998 Ambassadeur de la Fédération de Russie en Islande
- Depuis 1988 Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale
- Depuis 1998 Professeur de droit international à l'Institut des relations internationales de Moscou
- 1996 Élaboration et présentation à un séminaire organisé à Genève par l'Organisation des Nations Unies d'un document de travail sur l'évaluation globale de la mise en oeuvre de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale
- 1997 Participation en qualité de membre du CERD à un séminaire, tenu à Budapest sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, sur l'application des traités relatifs aux droits de l'homme
- 1998 Participation au séminaire organisé en Bulgarie sur la Déclaration universelle des droits de l'homme
- 1998 Visite en Ouzbékistan dans le cadre du projet du PNUD sur la démocratisation et les droits de l'homme
- 1999 Participation à la Conférence tenue à Tbilissi sur "Les minorités nationales dans le Caucase à la veille du XXIe siècle"
- 1999 Élaboration et présentation d'un projet de convention internationale sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes au cours d'une conférence internationale à Moscou

Principales publications :

- 1972 Thèse de doctorat en sociologie sur les "Relations familiales en Suède"
- 1984 Thèse de doctorat en droit international et pénal sur les "Délits internationaux"
- La responsabilité internationale pour les violations des droits de l'homme (Moscou, 1979, 100 p.)
- La prévention des délits internationaux contre la paix et la sécurité (Moscou, 1983, 224 p.)

Divers chapitres du "Recueil de cours de droit international" (Moscou, deuxième édition)

Auteur de plus de 150 textes sur différentes questions ayant trait au droit international (droits de l'homme, lutte contre la discrimination raciale, relations raciales, droits des minorités, citoyenneté, droit international humanitaire, droit pénal international, responsabilité internationale, terrorisme, Organisation des Nations Unies, CSCE et législation soviétique et russe)

Conférences :

États-Unis, Royaume-Uni, Belgique, Suisse, Danemark, Suède, Israël, Islande, etc.

Manuel de Jesús SALAZAR TETZAGÜIC (Guatemala)

Maya kaqchikel né à Tecpán (Guatemala), 50 ans

Études :

Maître de l'enseignement primaire, diplômé de l'Institut autochtone Santiago en 1967

Employé de l'Université chargé de l'administration et de la supervision des programmes éducatifs bilingues, diplômé de l'Université Rafael Landivar en 1985

Licencié en philosophie et en lettres, diplômé de l'Université Rafael Landivar en 1978

Maîtrise en administration de l'éducation, diplômé de l'Université du Nouveau-Mexique, États-Unis d'Amérique, en 1987

Fonctions :

Professeur de philosophie et de littérature à l'école de formation des professeurs d'enseignement du second degré de l'Université de San Carlos de Guatemala, professeur de l'enseignement bilingue, de la pensée maya et des politiques éducatives aux Universités Rafael Landivar et Mariano Gálvez

Chef de la section des programmes du Programme national d'éducation bilingue de 1984 à 1987

Directeur régional du Ministère de l'éducation de 1987 à 1991

Directeur général de l'enseignement scolaire du Ministère de l'éducation de 1991 à 1993

Vice-Ministre technique de l'éducation de 1993 à 1996

Doyen de la faculté des lettres de l'Université Rafael Landivar de 1996 à 1998

Fonctions actuelles :

Membre de la Commission de suivi pour la mise en oeuvre de l'accord de paix, depuis 1997

Consultant pour l'UNESCO sur la question de l'éducation des populations autochtones d'Amérique centrale

Mandats :

Conseiller auprès de la Commission de paix dans la négociation de l'Accord relatif à l'identité et aux droits des populations autochtones, signé au Mexique en mars 1995
Président du Conseil de direction du Fonds de développement autochtone guatémaltèque - FODIGUA - en 1994 et 1995

Autres activités :

Travaux de recherche dans les domaines de la philosophie et de la culture maya

Luis VALENCIA RODRIGUEZ (Équateur)

Date et lieu de naissance : 5 mars 1926, Quito (Équateur)

Langues de travail : Espagnol, anglais et français

Fonctions actuelles :

Membre de l'administration équatorienne des affaires étrangères,
Ambassadeur (à la retraite)

Chargé de cours dans diverses universités et institutions dans les
domaines du droit international et des droits de l'homme

Activités professionnelles :

Admission dans l'administration des affaires étrangères le
4 septembre 1944. Plusieurs postes au Ministère des affaires étrangères
dont : Sous-Secrétaire général (1965), Ministre des affaires étrangères
(14 décembre 1965 - 31 mars 1966 et 4 novembre 1981 - 9 août 1984),
Conseiller à l'ambassade de l'Équateur en Argentine (1957-1959),
Ministre conseiller à la Mission permanente de l'Équateur auprès de
l'Organisation des Nations Unies (1959-1964), Ambassadeur de l'Équateur
en Bolivie (1969-1971), au Brésil (1971-1974), au Pérou (1974-1978),
au Venezuela (1978-1979), en Argentine (1989-1991), et Représentant
permanent de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies
(1994-1999)

Membre de la délégation équatorienne à la Conférence des Nations Unies
sur le droit des traités (1969)

Président de la délégation équatorienne à la Conférence des
Nations Unies sur le droit de la mer (1974-1981). Président de la
Première Commission, quarante-neuvième session de l'Assemblée générale

Études :

Maîtrise de sciences publiques et sociales (Université centrale de
Quito)

Avocat et docteur en droit (Université centrale de Quito), 1951

Cours destiné aux conseillers juridiques d'administration à Londres
(1968-1969)

Autres activités liées au mandat du Comité :

Professeur, École des sciences internationales, Université centrale de Quito (1964-1969; 1984-1986; 1992-1994). Professeur de droit international, faculté de droit de l'Université centrale de Quito (1992-1994)

Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (1970-1986; 1992-2000). Président du Comité (1972-1974; 1984-1986; 1992-1994)

Expert indépendant de la Commission des droits de l'homme; établissement d'un rapport sur le droit de toute personne, aussi bien seule qu'en collectivité, à la propriété (E/CN.4/1994/19)

Instructeur, cours de formation à l'établissement des rapports présentés au CERD (Costa Rica, Mar del Plata, Quito et San Salvador). Participation à des séminaires sur le CERD et la promotion des droits de l'homme

Publications récentes :

Fundamentos y propósitos de las Naciones Unidas (Fondement et but de l'Organisation des Nations Unies), 1970; Principios de las Naciones Unidas (Principes de l'Organisation des Nations Unies), 1972; Protección de los Derechos Humanos (Protection des droits de l'homme), 1972. Lauréat du concours international organisé par le Centre de la paix mondiale par le droit

"Les droits de l'homme des travailleurs migrants" (1975). "Application de l'article 6 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale" (1977). Chapitre relatif au CERD dans le Manuel relatif à l'établissement des rapports sur les droits de l'homme (publication des Nations Unies)

Mario Jorge YUTZIS (Argentine)

Lieu et date de naissance : Buenos Aires, Argentine, le 26 juillet 1936

Langues de travail : Espagnol, anglais, portugais, italien

Fonctions actuelles :

Vice-Président du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD)

Élu délégué du CERD auprès de la Commission des droits de l'homme

Professeur titulaire à l'Institut supérieur évangélique des études de théologie, Buenos Aires

Activités professionnelles :

Membre du Groupe de contact du CERD chargé de préparer la prochaine Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée (2001)

Rapporteur sur la Croatie, désigné par le CERD pendant le conflit contre la Serbie

Rapporteur sur le Guatemala, désigné par le CERD

Membre de la Mission d'évaluation sur les droits de l'homme en El Salvador (Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme/ONU)

Membre de la Mission chargée de veiller aux droits de l'homme des peuples autochtones du Bangladesh, organisée par l'Organisation des nations et des peuples non représentés

Diplômes universitaires :

Maîtrise de théologie de la faculté luthérienne de théologie, Buenos Aires; docteur ès sciences de la religion de la faculté de théologie protestante de l'Université de Strasbourg (France); études de psychologie et d'anthropologie aux Universités de Montevideo et Buenos Aires

Autres activités liées au mandat du Comité :

Coordonnateur du Conseil latino-américain du Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme (MIDRA)

Membre du Conseil consultatif de l'ARIS (Service d'information antiracisme)

Membre de la délégation argentine à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies (1987 et 1988)

Délégué de l'Argentine dans les groupes de travail de l'Organisation des Nations Unies chargés de rédiger la Convention relative aux droits de l'enfant (1987-1988) et la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales, ethniques, religieuses et linguistiques

Publications récentes :

Mark Horkheimer y la Critica de la Razón Instrumental como recurso de liberación (Mark Horkheimer et la critique de la raison instrumentale comme moyen de libération), Buenos Aires, 1997

Alternative economics : Latin America Moves to the XXIst Century (Une autre économie : l'Amérique latine sur la voie du XXIe siècle), Genève, 1998

Hegel, Fukuyama y el Fin de la Historia (Hegel, Fukuyama et la fin de l'histoire), Buenos Aires, 1994

ZOU Deci (Chine)

Date et lieu de naissance : Décembre 1932, Shanghai (Chine)

Langues de travail : Anglais, chinois

Fonctions actuelles :

Administratrice, Association chinoise de droit

Membre de l'Institut chinois de recherche sur les droits de l'homme

Vice-Présidente de la Société chinoise de droit international privé

Conseillère, Association chinoise des femmes magistrats

Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

Activités professionnelles :

1954-1972 Enseignement du droit international à l'Institut de sciences politiques et de droit de Beijing

1982-1987 Conseillère juridique auprès de l'Administration publique d'océanographie

1987-1994 Directeur général, Département des affaires juridiques internationales, Ministère de la justice; parallèlement, professeur de droit à l'Université de Wuhan, à l'Université chinoise de sciences politiques et de droit et à l'Institut de sciences politiques et de droit de Zhongnan

1988-1993 Membre du Comité exécutif de la Fédération chinoise des femmes

Membre du Conseil de l'Association chinoise de droit international

Membre permanent du Conseil de l'Institut chinois du droit de la mer

Vice-Présidente de l'Institut de droit de la procédure, Association chinoise de droit

Participation à des négociations bilatérales en vue de la conclusion d'accords sur l'assistance judiciaire avec d'autres pays

Membre de la délégation chinoise à la huitième session du Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants

Coordonnatrice de l'Atelier sur la violence contre les femmes au Forum des organisations non gouvernementales lors de la quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes

Études :

- 1950 S'inscrit à la faculté de droit de l'Université de Beijing
- 1952 Quitte la faculté de droit de l'Université de Beijing pour l'Institut de sciences politiques et de droit de Beijing
- 1954 Obtient sa licence en droit, Institut de sciences politiques et de droit de Beijing
- 1980-1982 Professeur de droit international invité, faculté de droit de l'Université de Denver, Colorado (États-Unis)

Autres activités liées au mandat du Comité :

Membre du Conseil de l'Institut de droit sur les groupes ethniques, Société chinoise de droit

Participation à une visite d'étude au Tibet en 1996

Membre de la Commission des conseillers juridiques, Association chinoise des chinois à l'étranger

Membre du Conseil de l'Association chinoise des universitaires de retour d'un pays occidental

Publications récentes :

Le système judiciaire de la Chine; l'assistance judiciaire internationale en Chine

Enquête sur le système chinois d'autonomie régionale nationale

Protection des droits des minorités ethniques dans le système judiciaire de la Chine

Dispositions sur l'assistance judiciaire dans la procédure civile chinoise

Rôle de l'assistance judiciaire internationale dans le processus de réforme et d'ouverture au monde extérieur
